

**Conseil des ministres -
Coordonnateur national du
renseignement et lutte contre le
terrorisme**

(Paris, 14 juin 2017)

Le Premier ministre a présenté un décret relatif au coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, à la coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme et au centre national de contre-terrorisme.

Le dispositif national de renseignement fait intervenir plusieurs ministères, services et directions. La coordination quotidienne entre ces services est une condition essentielle à l'efficacité du combat contre le terrorisme.

Ce décret transforme la coordination nationale du renseignement en coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme et crée, en son sein, le centre national de contre-terrorisme (CNCT).

Cette nouvelle organisation renforcera la coordination des services, favorisera le partage d'informations, permettra de s'assurer de la bonne utilisation, par tous les services, des dispositifs régis par le livre VIII du code de la sécurité intérieure et de développer la coopération européenne et internationale en matière de renseignement et de lutte contre le terrorisme.

Le coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme coordonnera l'action des services spécialisés et transmettra les instructions du président de la République aux ministres responsables de ces services et s'assurera de leur mise en oeuvre.

Les chefs des services spécialisés ainsi que, en tant que de besoin, les chefs des autres services de renseignement, lui communiqueront les renseignements devant être portés à la connaissance du président de la République et du Premier ministre, et lui rendront compte de leur activité.

Il veillera en outre, à la mise en place et à l'effectivité, au sein de chaque ministère et sous l'autorité de chaque ministre, des mécanismes de coordination et d'échange d'informations internes./.